

Unité départementale des Alpes Maritimes et du Var
98 rue Montebello
BP 50520
83000 Toulon

Toulon, le 16/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/04/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SERAHU 2

ZAC PARC PAYSAGER DE LA PARDIGUIERE
LA PAVILLON SAINT ANDRIEUX
83340 Le Luc

Références : D-UD83-2026-0165
Code AIOT : 0006410536

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/04/2026 dans l'établissement SERAHU 2 implanté ZAC PARC PAYSAGER DE LA PARDIGUIERE PAVILLON SAINT ANDRIEUX 83340 Le Luc. L'inspection a été annoncée le 16/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Plusieurs évènements accidentels récents ont fait apparaître une problématique associée au risque d'explosion lié à la présence d'une atmosphère explosible (ATEX). Dans ce contexte, une action régionale est déclinée en région PACA afin de vérifier la conformité à l'arrêté ministériel du 04.10.10 sur plusieurs sites industriels susceptibles de contenir des zones ATEX, dont le site SERAHU 2 au Luc.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SERAHU 2
- ZAC PARC PAYSAGER DE LA PARDIGUIERE PAVILLON SAINT ANDRIEUX 83340 Le Luc
- Code AIOT : 0006410536
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'entreprise SERAHU réalise des prestations de collecte d'huiles usagées et de traitement de déchets dangereux, principalement auprès de garages automobiles, de clients industriels. Son activité est répartie sur plusieurs sites entre Cagnes sur Mer et Le Luc en Provence.

Le site dit "SERAHU 2 NOUVEAU" est un centre de tri, transit, regroupement et prétraitement des déchets industriels dangereux. Son activité est notamment encadrée par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 06/05/2015.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 11

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Identification des zones à risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Demande d'action corrective	1 mois
6	Conformité des appareils	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Zone à risque d'incendie et/ou d'explosion	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Sans objet
2	Plan général des zones à risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60	Sans objet
3	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66 A	Sans objet
5	Formation d'atmosphère explosive	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 67	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le risque ATEX est connu et pris en compte sur le site: définition de zone sur la base d'analyse des

risques et d'un document relatif à la protection contre les explosions (DRPCE) ,surveillance des installations électriques du site , diffusions des consignes de sécurité ...
Des améliorations sont à apporter en ce qui concerne le marquage et les outils utilisés en zone ATEX , en particulier les détecteurs de niveau hydrocarbure considérés comme non conformes dans le DRPCE.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Zone à risque d'incendie et/ou d'explosion

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thème(s) : Risques accidentels, Identification des zones à risques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le DRPCE de 2022 transmis par mail le 30/03/2026 met en évidence les zones ATEX suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Au niveau des alvéoles de stockage des déchets inflammables : 30 cm autour des robinets des GRV contenant les solvants usagés : zone 2. - Au niveau des cuves de stockage de liquide inflammable : <ul style="list-style-type: none"> • 50 cm autour de la bouche d'emplissage des cuves durant le dépotage des camions : zone 2 • ciel gazeux des cuves hydrocarbures et la canalisation de mise à l'évent : zone 0 • point de rejet de l'évent : zone 1 sur un rayon de 50 cm autour et zone 2 sur un rayon de 1 m autour du point de rejet. • 50 cm autour du robinet lors de son ouverture : zone 1 • 50 cm autour de la rétention: zone 2 ,selon le DRPCE le zonage peut être supprimé si un nettoyage régulier est effectué. En visite sur site , il a été constaté que la rétention des cuves était parfaitement nettoyée. • 50 cm autour des ouvertures des bidons de liquides inflammables lors de leur transvasement : zone 1 <p>Le risque d'explosion dans ces zones est également étudié dans l'étude de danger accompagnant le dossier de demande d'autorisation initiale.</p> <p>Ce DRPCE étudie le classement des zones ATEX selon la norme EN 60079-10-1. La méthodologie mise en œuvre pour l'analyse du risque d'explosion s'appuie sur un recensement des sources d'inflammation susceptibles d'être présentes dans des zones classées ATEX (ces</p>

sources sont notamment recensées grâce à un audit d'adéquation de l'installation). Ces sources peuvent être liées aux équipements, aux interventions humaines ou encore aux structures et process. Le risque d'explosion est calculé à partir de la probabilité d'explosion liée à ces sources d'ignition, pondéré par la gravité des conséquences de l'explosion engendrée. Les sources d'inflammations liées aux équipements incluent les décharges électrostatiques.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Plan général des zones à risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60
Thème(s) : Risques accidentels, Plan des zones à risques
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour les documents suivants : - [...] ; - les plans d'implantation des installations, en particulier des zones à risques mentionnées à l'article 48 (Cf PdC n°1) avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers ; - [...]
Constats : Par mail du 31/03/2026 l'exploitant a transmis un plan des zones à risques du dépôt SERAHU 2 . Ce plan présente plusieurs risques mais ne répertorie pas les zones ATEX. En page 12 du livret d'accueil des manutentionnaires transmis par mail le 30/03/2026 indique que les alvéoles 1 à 7 de stockage de déchets inflammables constituent une zone ATEX . Aucune indication ne permet d'informer sur le risque ATEX au niveau des cuve de stockage de liquides inflammables. Par mail du 10/04/2026 l'exploitant a transmis un plan à jour dans lequel les risques ATEX sont identifiés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66 A
Thème(s) : Risques accidentels, Vérifications périodiques
Prescription contrôlée : Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences. [...]
Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du Code du travail relatives à la vérification des installations électriques.

Constats :

Par mail du 30/03/2026, l'exploitant a transmis un rapport de vérification périodique des installations électriques réalisé le 07/01/2025. Un second document recensant les interventions effectuées indique qu'une nouvelle vérification a été réalisée le 14/01/2026. Ce rapport a été transmis le jour de l'inspection.

Le rapport réalisé en 2025 indique que la vérification n'a fait remonté aucune remarque.

La rapport de 2026 ne fait pas remonter d'observation non plus et celui ci indique que les coupures électriques ont été réalisées dans leur totalité.

Par mail du 30/03/2026 l'exploitant a transmis un livret d'accueil des manutentionnaires qui décrit l'ensemble des risques présents sur le site avec des pistes pour le sensibilisation et la prévention des risques. Concernant le risque explosion celui ci n'est pas abordé. Le seul risque traité est le risque incendie avec certaines consignes tels que l'interdiction de fumer sur le site. Ce document ne sensibilise pas sur les mesures à prendre sur l'ensemble des risques. Ce livret est accompagné de diapositives qui sont utilisées en support pour sensibiliser les agents aux risques du site dont le risques ATEX.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Identification des zones à risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48

Thème(s) : Risques accidentels, Matérialisation des zones à risques

Prescription contrôlée :

[...] les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.

Constats :

Au niveau de la zone de stockage des déchets, une étiquette ATEX est apposée au niveau de l'alvéole de stockage des solvants usagés. Des consignes viennent compléter ce marquage : interdiction de téléphoner, fumer, utilisation d'outils adaptés,

Aucun marquage n'est présent au niveau des cuves de liquides inflammables.

<p>Lors de l'inspection , l'exploitant a indiqué qu'il était interdit pour les employés du site d'avoir leur téléphone avec eux , seul le responsable du site dispose d'un téléphone ATEX en permanence.</p> <p>Par mail du 10/04/2026 l'exploitant a transmis le plan de prévention diffusé aux intervenants extérieurs du site , ce dernier précise notamment que toute intervention en zone ATEX doit être couverte par une autorisation du chef de dépôt ou du responsable QSE.</p> <p>Par mail du 10/04/2026, l'exploitant a également transmis une note de service signifiant l'interdiction de l'usage du téléphone portable dans le hangar.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit mettre en place un marquage signalant le risque ATEX au niveau des cuves de stockage de liquide inflammable</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 5 : Formation d'atmosphère explosive

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 67</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Ventilation des locaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les locaux identifiés à l'article 48 et recensés comme pouvant être à l'origine d'explosion sont convenablement ventilés pour éviter l'accumulation dangereuse de vapeurs inflammables et prévenir la formation d'atmosphère explosive permanente en fonctionnement normal.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le DRPCE indique que les zones ATEX disposent d'une ventilation naturelle grâce à des ouverture de 1 m² dans les murs. Cette ventilation est considérée de degré de dilution « moyen » et de disponibilité « assez bonne ».</p> <p>La présence de ces ouvertures a été constatée lors du contrôle terrain , d'autre part la porte du hangar où se trouve les zones ATEX est constamment ouverte lorsque l'entreprise est en activité.</p> <p>Une ventilation mécanique est également présente à proximité des zones ATEX mais celle ci n'est mise en route que ponctuellement.</p> <p>La ventilation des zones ATEX est donc suffisante pour le niveau d'activité constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Conformité des appareils

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Adéquation produits ATEX / Zonage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du Code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.

Constats :

Pour ce qui est de la zone de stockage de déchets inflammables, le DRPCE ne décrit aucun matériel dans la zone ATEX mais seulement l'éclairage de sécurité et de l'alarme incendie placé à proximité immédiate. Bien que hors zone, ces installations sont considérées comme conforme ATEX par le DRPCE.

L'inspection n'est pas allée plus loin.

Dans la zone de stockage des déchets liquides, le DRPCE indique que la pompe utilisée pour les dépotages est conforme sous condition : sa conformité au zonage ATEX n'est nécessaire que si la zone de rétention n'est pas maintenue propre.

En visite terrain il a été constaté la présence d'environ 2cm d'huiles dans la rétention de la pompe, l'exploitant doit donc mettre en conformité cet appareil.

Le DRPCE précise en page 13 que l'examen des équipements électriques et non électriques installés sur le site de la SERAHU a mis en évidence des non-conformités vis-à-vis des exigences réglementaires concernant l'utilisation de matériel électrique et non électrique dans les zones susceptibles de présenter un risque au sens des atmosphères explosibles. . En effet, ce document précise que les détecteurs de niveau d'hydrocarbures ne sont pas adaptés au zonage ATEX des cuves de stockage. Deux de ces détecteurs sur les 3 du site n'ont pas été changés mais le troisième a été remplacé récemment. L'exploitant a indiqué avoir pris contact avec le fabricant de ce dernier, afin d'obtenir des informations quant à sa compatibilité avec la zonage ATEX. Le 10/04/2026 l'exploitant a transmis le mail de retour du fabricant qui indique avoir installé un détecteur de niveau ATEX. Une notice est également jointe, cette dernière précise que le détecteur de niveau est compatible avec un zonage ATEX.

Cependant, l'exploitant ne dispose pas les documents permettant de justifier la conformité des sondes de niveau: absence d'attestation de conformité CE, de certificat ATEX et de notice pour les deux détecteurs de niveau les plus anciens. D'autre part aucun marquage ATEX n'a été constaté sur ces outils.

Ces appareils doivent être en conformité avec le zonage ATEX dans lequel ils se trouvent.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit mettre en conformité la pompe utilisée pour le dépotage soit :

- en nettoyant la rétention de la pompe,
- en utilisant une pompe conforme avec le zonage ATEX.

L'exploitant doit également mettre en conformité les sondes de niveau avec le zonage ATEX des cuves de stockage.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois